



Nouvelle-Aquitaine & Vendée, le 21 juillet 2026

CANICULE ET ÉLEVAGE CAPRIN : LES ÉLEVEURS ET ELEVEUSES DE NOUVELLE-AQUITAINE ET DE VENDÉE FACE À UNE RUPTURE HISTORIQUE

Un appel d'urgence à la solidarité et à l'action collective

Depuis les premiers épisodes de canicule du mois de juin, les éleveurs de chèvres de Nouvelle-Aquitaine et de Vendée se téléphonent, échangent et partagent leurs expériences. Partout, le même constat s'impose : la situation est extrêmement préoccupante. Ce qui se joue aujourd'hui dans les élevages caprins n'est pas une simple difficulté conjoncturelle. **Nous ne vivons pas une crise de plus ; nous sommes face à une rupture.**

Des récoltes lourdement affectées

Les premières estimations de la campagne 2026 font apparaître des pertes considérables :

- Céréales : jusqu'à 50 % de baisse en Vendée et 35 % en Dordogne et en Charente-Maritime ;
- Foins : des baisses entre – 30% et – 60 % (source : Chambre d'agriculture)
- Maïs : 50% à 70 % de pertes selon les secteurs... (source : Chambre d'agriculture)

Ces baisses de rendements ont des conséquences immédiates sur l'autonomie alimentaire des élevages.

Les fourrages et les matières premières disponibles se raréfient et leurs prix augmentent. Certains fournisseurs alertent déjà sur le fait que tous les éleveurs ne pourront pas disposer de maïs en quantité suffisante. Le prix du maïs pourrait atteindre prochainement 300 €/tonne. Dans le même temps, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et en Ukraine continuent de peser sur l'ensemble des charges d'élevage : énergie, alimentation, engrais, équipements, transport et autres intrants.

Les chèvres ne peuvent pas produire normalement sous 40 °C

La canicule a également un impact direct et massif sur les animaux. Les éleveurs constatent une baisse de la production laitière de l'ordre de 20 %, ainsi qu'une diminution de la matière grasse du lait.

La réalité est simple : on ne peut pas demander à une chèvre de produire normalement du lait lorsque les températures atteignent des niveaux aussi extrêmes. Les animaux souffrent de stress thermique. Les éleveurs aussi. Cette situation affecte directement les volumes produits, la qualité du lait, les résultats économiques et les conditions de travail. Elle fragilise davantage des exploitations déjà confrontées à une forte pression économique.

Une baisse du nombre d'éleveurs qui menace l'avenir de la filière et la production de fromages

La conséquence de cette situation pourrait être une nouvelle baisse du nombre d'éleveurs à la fin de l'année, ainsi qu'une diminution du cheptel caprin en production. Cette perspective est particulièrement inquiétante dans une filière qui a besoin de lait, d'éleveurs et de nouvelles installations pour assurer son renouvellement. Dans une Europe où le nombre d'éleveurs caprins baisse partout, une évidence s'impose : la France doit sécuriser et développer sa propre production de lait de chèvre. Nous ne pouvons pas demander aux consommateurs de privilégier des fromages de chèvre français tout en laissant disparaître les éleveurs qui produisent le lait nécessaire à leur fabrication. Le développement de la consommation de fromages de chèvre français doit impérativement s'accompagner d'un soutien réel à la production française.

Une inquiétude profonde dans les campagnes

Au-delà des chiffres, il y a une réalité sociale et humaine. Les éleveurs sont profondément inquiets. Ils se demandent aujourd'hui très concrètement : Comment allons-nous nourrir nos chèvres demain ? La question concerne le court terme, mais aussi le moyen. Les épisodes de chaleur extrême remettent en cause les systèmes de production actuels : les cultures fourragères, les bâtiments, la gestion de l'eau, les équipements, l'organisation du travail et l'équilibre économique des exploitations. Une très forte anxiété règne dans les campagnes. Nous savons que l'adaptation au changement climatique nécessitera des investissements considérables. Cela coûtera de l'argent, beaucoup d'argent.

Actuellement, le sentiment dominant est aujourd'hui celui de l'isolement. Les éleveurs ont le sentiment d'être seuls face à une situation qui dépasse largement leurs capacités individuelles. Ils attendent davantage de solidarité de leurs partenaires économiques, des collectivités, de l'État et de l'Europe.

Cette inquiétude nourrit également une colère légitime. Nous ne sommes pas face à une crise : nous sommes face à une rupture. Les éleveurs caprins considèrent aujourd'hui qu'ils sont à un tournant historique. Le changement climatique n'est plus une perspective théorique. Il est une réalité concrète, mesurable et quotidienne dans les élevages. Nous le savons, nous devons donc repenser profondément nos systèmes de production. Nous appelons à la mise en œuvre urgente d'un véritable **PLAN DE DE SOUTIEN ET DE TRANSITION DE L'ÉLEVAGE CAPRIN**

NOTRE DEMANDE : AGIR MAINTENANT, ENSEMBLE

1. Une équation économique devenue impossible ; une revalorisation urgente du prix du lait de chèvre

Nous demandons aux laiteries et à la grande distribution de prendre immédiatement la mesure de la situation. Les éleveurs ne peuvent plus supporter seuls l'explosion des coûts de production et les pertes liées aux épisodes climatiques extrêmes. Nous demandons une revalorisation rapide et significative du prix du lait payé aux éleveurs, permettant de couvrir : les besoins de revalorisation déjà identifiés avant la canicule ; les surcoûts alimentaires liés à l'achat de fourrages supplémentaires ; les investissements indispensables pour adapter les élevages au changement climatique. **La solidarité de la filière doit commencer par une rémunération juste de ceux qui produisent le lait.**

Avant même les épisodes de canicule, les estimations faisaient apparaître la nécessité d'une revalorisation du prix du lait de chèvre de + 50 €/1 000 litres en système conventionnel et de + 150 €/1 000 litres en agriculture biologique. Les revalorisations accordées en 2026, de l'ordre de + 5 à + 10 €/1 000 litres selon les laiteries, sont très loin de permettre aux éleveurs d'équilibrer leurs comptes. Depuis la canicule, les achats supplémentaires de fourrages pourraient représenter environ + 80 €/1 000 litres. Au total, les éleveurs estiment aujourd'hui nécessaire une revalorisation supplémentaire de **+ 130 €/1 000 litres en système conventionnel et + 230 €/1 000 litres en agriculture biologique**. La situation est devenue intenable. Nous travaillons tous les jours, jours fériés compris pour de trop faibles revenus. Dans ces conditions, comment encourager les jeunes à s'installer ? Comment maintenir les éleveurs actuellement en activité ? Comment investir et adapter les bâtiments et les systèmes de production ? Certains éleveurs devront vendre du capital pour faire face aux difficultés.

2. Un véritable Plan de soutien à l'adaptation climatique de l'élevage par l'État, l'Europe et les collectivités

Nous demandons à l'État, à la Région Nouvelle-Aquitaine, aux collectivités territoriales et à l'Europe de mettre en place un Plan de soutien à la hauteur de la situation. Ce Plan doit notamment intégrer un dispositif spécifique d'aide à l'investissement dans les élevages caprins, sur le modèle d'un dispositif de type PCAE, afin de financer : l'isolation des bâtiments, la ventilation dynamique, les systèmes de brumisation et de refroidissement, les équipements de « cooling », les sondes et outils de suivi des températures, l'amélioration des aires d'exercice, l'installation et l'amélioration des abreuvoirs, l'agroforesterie et les zones d'ombrage, la création et la sécurisation de points d'eau, tous les équipements nécessaires à l'adaptation des élevages aux épisodes de chaleur extrême.

Ce Plan doit permettre de transformer les modèles d'élevage afin de les rendre plus résilients face au changement climatique, sur les plans social, économique, environnemental. Les dispositifs de recherche, de développement et d'innovation, notamment ceux portés en lien avec le réseau REXCAP par des structures telles que RedCap et Patuchev à Lusignan doivent être mobilisés et renforcés : comment maintenir un revenu et des conditions de travail dignes pour les éleveurs ? Quelles plantes fourragères pour demain ? Quelles cultures résistent aux épisodes de sécheresse et de chaleur ? Comment renforcer l'autonomie alimentaire des élevages ? Quelle gestion de l'eau pour maintenir l'élevage ? Comment adapter les bâtiments aux températures extrêmes ? Comment réduire le stress thermique des animaux ? Ce Plan doit être un soutien à la mise en oeuvre de solutions innovantes déjà repérées par les acteurs du réseau Rexcap. Nous pouvons sensibiliser tous les partenaires à l'accompagnement des éleveurs de la transition et également accélérer les travaux de R&D nécessaires à la transition climatique. Sans eau, il n'y a pas de vie. Sans éleveurs, il n'y a pas d'élevage ni de souveraineté alimentaire, ou « *Pas de pays sans paysans* ».

3. Un pilotage collectif et urgent de la transformation de l'élevage

La situation appelle une véritable révolution dans nos façons de penser et d'organiser la production.

Nous devons changer de logiciel, et rapidement. **Qui prend la main pour piloter ce chantier ?** L'État ? La Région ? Les acteurs économiques ? Les filières elles-mêmes ? Les organisations professionnelles ?

Nous appelons à la mise en place rapide d'une véritable gouvernance collective de la transition climatique de l'élevage caprin, associant les éleveurs, les laiteries, la distribution, la R&D, les collectivités et les pouvoirs publics.

Nous lançons aujourd'hui un appel solennel à nos partenaires : aux laiteries ; à la grande distribution ; aux entreprises de l'agrofourmiture ; aux collectivités territoriales ; à l'État ; à l'Europe ; et également aux consommateurs car il en va de l'avenir de notre alimentation, souveraine et de qualité. L'élevage caprin est une composante essentielle de l'économie, de l'agriculture et de l'identité de nos territoires de Nouvelle-Aquitaine et de Vendée. Il fait vivre des familles, des entreprises, des emplois et des territoires ruraux. Nous ne demandons pas l'assistance. Nous demandons les moyens de nous adapter, de produire et de continuer à faire vivre nos familles et nos territoires. Mais nous ne pourrions pas y arriver seuls. La canicule de 2026 constitue un avertissement majeur. Si nous ne réagissons pas maintenant, nous risquons de perdre une partie importante de nos élevages, de nos éleveurs et de nos outils économiques. Il est encore temps d'agir. Mais il faut agir vite.

Nous appelons donc à la construction immédiate d'un Plan de sauvetage, d'adaptation climatique de l'élevage de Nouvelle-Aquitaine et de Vendée. Parce que l'avenir de l'élevage caprin, comme de toute l'agriculture, ne se décidera pas dans quelques années. **Il se joue maintenant.**

SORTONS DE LA SIDÉRATION. AGISSONS ENSEMBLE RAPIDEMENT ET SOLIDAIREMENT.

Contacts pour les Chevriers de Nouvelle-Aquitaine & Vendée, des éleveurs responsables :

- Jean Frédéric GRANGER (FRCAP): 06 84 01 10 02
- Jean Pierre MONTHUBERT (16) : 06 19 34 28 36
- Vincent DECOUX (17) Tel : 06 84 79 34 41
- Isabelle CHERVY (19, 23, 87) Tel : 06 89 36 96 41
- Jean BAROU (24) : 06 25 40 16 40
- Caroline COMTE (79) Tel : 06.72.75.96.56 & Tiana FADAT : 07.70.50.96.82,
- Mickaël BLANCHARD (85) – Tel : 06 88 04 11 74
- David BOSSUET (86) Tel : 06 20 93 11 02
- Guillaume CHARLES (64) : 06 88 62 48 47

